

**RAPPORT INTERIMAIRE: NIGER – ANALYSE DES MARCHES
DES CEREALES EN 2004–2005**

GROUPE D'EVALUATION DES BESOINS D'URGENCE (ODD)

AOUT 2005

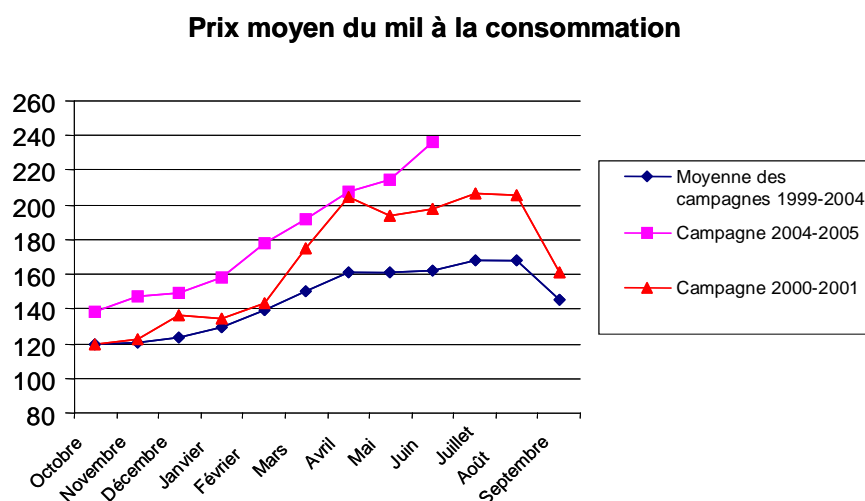
I. INTRODUCTION ET MÉTHODOLOGIE

1. Les marchés revêtent une importance capitale pour la situation actuelle de la sécurité alimentaire au Niger. Selon les résultats préliminaires de l'analyse d'ensemble de la sécurité alimentaire et de la vulnérabilité réalisée par le PAM¹, 86 pour cent de la population devait, en avril et mai 2005, acheter sur le marché le mil destiné à leur consommation personnelle. En juin 2005, le PAM a lancé, avec un financement du projet relatif au renforcement des capacités d'évaluation des besoins d'urgence (SENAC), une analyse des marchés des céréales au Niger, avec pour principal objectif d'essayer de mieux en comprendre le fonctionnement, d'élaborer des outils afin de suivre les indicateurs des marchés et d'expliquer les fluctuations des prix enregistrées depuis la dernière récolte, en octobre 2004. Le présent rapport intérimaire ne traite que de ce dernier élément et est axé sur le rôle des marchés dans l'actuelle crise alimentaire.
2. Les conclusions sont fondées sur une analyse des études de marché et autres données secondaires existantes, des discussions avec les partenaires du PAM et une analyse préliminaire des données primaires rassemblées lors d'entrevues avec une centaine de négociants et 20 petits exploitants. Il a été établi avec le Système d'information sur les marchés agricoles (SIMA) une collaboration qui sera poursuivie. Il y a lieu de noter que les conclusions retirées n'ont pas encore été confirmées par une analyse détaillée des réponses à 120 questionnaires et d'autres informations qui n'ont pas encore été dépouillées.

II. ÉVOLUTION DES PRIX DES CÉRÉALES

3. Les prix mensuels du mil, principal aliment de la population, du sorgho et du maïs pendant la campagne agricole 2004–2005 sont nettement plus élevés que la moyenne des cinq campagnes précédentes et dépassent même les prix records enregistrés lors de la dernière mauvaise récolte, en 2000–2001². La figure 1 illustre les prix mensuels moyens du mil pratiqués au plan national, qui sont actuellement en moyenne de 39 FCFA le kilogramme, soit 37 pour cent de plus que la moyenne sur cinq ans³. Selon les données de juin 2005, le prix sur les marchés nationaux est de 74 FCFA, soit 45 pour cent de plus que la moyenne sur cinq ans.

Figure 1: Prix du mil sur les marchés nationaux



Source: SIMA, juillet 2005.

¹ Financée par le SENAC.

² Les prix mensuels du sorgho dépassent de 25 pour cent, pendant la campagne en cours, la moyenne des cinq campagnes précédentes, soit 35 francs CFA le kilogramme. Pour le maïs, la hausse par rapport à la moyenne des cinq campagnes précédentes est actuellement de 23 pour cent, soit 38 francs CFA le kilogramme.

³ Franc de la Communauté financière africaine (CFA).

4. Dans les districts les plus affectés par la baisse de la production, les prix du mil dépassent d'environ 9 FCFA le kilogramme le prix moyen national, ce qui correspond à la différence entre les prix dans les zones à déficit structurel et les moyennes nationales en 2000 et 2004. L'on peut supposer que 9 FCFA le kilogramme représentent les frais de transport et les marges des négociants qui transportent le mil des zones excédentaires jusqu'aux zones déficitaires. La vente subventionnée de 40 000 tonnes de mil par le gouvernement n'a guère eu d'impact sur les prix nationaux et régionaux.
5. La production commercialisable, la demande effective et les importations sont les éléments qui dictent les prix. Les principales raisons des augmentations relatives des prix enregistrées en 2004–2005 sont: i) la réduction des approvisionnements de sources nationales entraînée par la baisse significative de la production dans plus de la moitié des 33 districts ruraux; ii) l'augmentation de la demande de produits alimentaires de base parmi les populations rurales résultant du déficit de la production familiale; et iii) la réduction des importations, surtout en provenance du Nigéria, ainsi que du Mali et du Burkina Faso. Ces éléments seront développés plus loin.

III. LES MARCHÉS ET LES GROUPES VULNÉRABLES

6. Le circuit des marchés des céréales comprend les petits exploitants qui vendent leur production, les collecteurs primaires et secondaires, les grossistes, les transporteurs, les détaillants et une cinquantaine de négociants qui font également de l'import-export. Les années normales, le mil et le sorgho collectés au cours de la période de trois ou quatre mois qui suit la récolte dans les régions excédentaires de Zinder et de Maradi sont vendus à Niamey, à Tahoua, à Agadez et dans les zones déficitaires voisines. À partir de janvier, les approvisionnements nationaux sont progressivement remplacés par les importations: le Nigéria approvisionne Niamey et les régions de l'est et du centre du pays; le Mali et le Burkina Faso livrent du mil, du maïs et du sorgho aux régions occidentales, y compris Niamey. Les marchés peuvent être classés en plusieurs catégories: marchés de consommation, marchés de collecte, marchés frontaliers ou marchés de gros. Au Niger, au Nigéria et dans les autres pays voisins, les principaux marchés sont bien intégrés. Des informations plus détaillées sur la structure des marchés seront présentées dans le profil des marchés du Niger qui sera disponible fin août 2005.
7. D'une manière générale, les petits exploitants produisent moins de mil que les besoins familiaux et utilisent les gains provenant de la vente de cultures commerciales ou de bétail pour acheter ce qui manque. Les petits exploitants achètent donc souvent du mil sur le marché, particulièrement après une campagne agricole médiocre, même si leurs gains sont moindres. Après la récolte, il arrive que certains petits exploitants vendent une partie de la production de mil pour payer leurs impôts ou acheter des vêtements, mais cette pratique est limitée à ceux qui n'exploitent qu'une culture, qui n'ont pas d'autres sources de revenu ou aux agriculteurs qui exploitent des cultures un peu plus étendues lorsque la récolte est bonne. Souvent, les petits exploitants doivent payer des prix élevés lorsqu'ils doivent acheter du mil sur le marché, par exemple après la récolte d'octobre 2004, mais vendent leur mil moins cher lorsque la production est excédentaire. Les éleveurs se trouvent dans une situation aussi peu enviable: les mauvaises années, ils vendent leurs animaux moins cher pour acheter des aliments à des prix plus élevés. Depuis janvier 2005, les prix des ovins et des caprins ont baissé de 23 pour cent tandis que ceux du mil ont augmenté de 49 pour cent, ce qui s'est traduit par une nette dégradation des termes de l'échange pour les éleveurs.
8. En juillet 2005, pendant la mission, il y avait des céréales à vendre sur tous les marchés nationaux et régionaux et tous les marchés des districts et des communes. Les quantités sont difficiles à évaluer. Les marchés de village semblent être moins bien approvisionnés du fait des difficultés d'accès, des coûts élevés du transport, de l'insécurité et de la faiblesse de la demande locale. L'étendue du pays et le mauvais état des routes accroissent les coûts du transport, ce qui affecte les prix: un sac de 100 kilogrammes de mil à Niamey, par exemple, coûte actuellement 28 000 FCFA, 28 500 FCFA dans les chefs-lieux de district, 30 000 FCFA dans les communes et 31 000 FCFA dans les villages. Lorsque la récolte est mauvaise, comme c'est le cas cette année, les coûts de transaction augmentent généralement étant donné que les frais de transport afférents au collecte et aux importations augmentent lorsque les quantités sont plus réduites, et aussi parce que les marges par kilogramme augmentent, les négociants tenant à maximiser le rendement de leur

investissement lorsqu'ils traitent sur de plus petites quantités. Cela sera confirmé après une analyse détaillée des réponses aux questionnaires.

9. Les petits exploitants et les autres groupes ruraux ont actuellement grand peine à acheter des céréales car les prix sont très élevés. Les achats de mil sont devenus rares en juillet, les ménages ruraux préférant acheter du maïs, dont les prix sont plus raisonnables: 28 500 FCFA contre 31 000 FCFA ou 32 000 FCFA pour le mil ou le riz. En ville, les achats de riz ont également remplacé les achats de mil. Les groupes ruraux qui ont encore du bien, comme des animaux ou des vêtements, le vendent pour pouvoir acheter des céréales sur le marché. Les groupes ruraux qui n'ont pas d'animaux ou d'autres avoirs et qui vivent souvent loin des marchés mangent des feuilles et des fruits sauvages comme l'*anza* (Acacia sénégalais) ou sont tributaires des distributions d'aide alimentaire.
10. Les 100 négociants qui ont été interrogés ont déclaré avoir cette année des stocks bien inférieurs à ceux de l'an dernier, et certains n'en avaient presque pas du tout. Rien ne permet de penser que les négociants ont spéculé en accumulant des stocks substantiels de mil jusqu'à la saison maigre en attendant de bénéficier de la hausse des prix: aucune quantité notable n'a été écoulee sur le marché récemment, même lorsque le gouvernement et des partenaires ont essayé d'acheter des stocks de mil sur le marché au cours des quelques derniers mois. À différentes occasions, les négociants n'ont pas pu livrer les quantités qu'ils s'étaient engagés à fournir par contrat.

IV. PRODUCTION CÉRÉALIÈRE

11. La production céréalière nationale⁴ est passée de 1,8 million de tonnes en 1985 à 2,7 millions de tonnes en 2004, soit un taux annuel d'augmentation d'environ 2 pour cent, ce qui est inférieur au taux annuel d'accroissement démographique. La production moyenne a atteint 2,3 millions de tonnes pendant la même période; les principales récoltes ont été le mil (78 pour cent) et le sorgho (19 pour cent). Le niveau de la production dépend de celui des précipitations, et des variations de 30 à 40 pour cent ne sont pas inhabituelles. Les petits exploitants qui produisent pour leur propre consommation constituent la principale source de production nationale.
12. En 2004, la production céréalière a été supérieure de 19 pour cent à la moyenne sur 20 ans et de 11 pour cent à la moyenne sur 15 ans, mais inférieure de 9 pour cent à la moyenne des cinq dernières années. La récolte peut être qualifiée de bonne mais les chiffres de la production au niveau des districts font apparaître des variations considérables: dans une vingtaine des 33 districts ruraux, la récolte a été inférieure à la moyenne: de plus de 50 pour cent dans cinq districts et de 25 à 50 pour cent dans huit autres. Les échanges entre les marchés sont censés compenser les déséquilibres locaux des approvisionnements mais la baisse de la production a un impact très marqué sur le pouvoir d'achat des petits exploitants les plus pauvres.
13. Le tableau 1 indique le niveau de la production totale et par habitante pour les cinq dernières années en comparaison de 2004. La production totale et la production par habitant ont été inférieures à la moyenne mais plus élevées que la dernière mauvaise récolte de 2000–2001. Les productions par habitant ont baissé de 16 pour cent par rapport à la moyenne sur cinq ans, mais elles étaient 15% plus élevées qu'en 2000/2001. L'on peut par conséquent conclure, sur la base des statistiques du gouvernement, que la récolte de 2004 a été mauvaise mais pas la pire. Les déficits des approvisionnements au plan national sont chose commune et les besoins non satisfaits sont couverts au moyen des importations. L'on reviendra sur ce point dans la prochaine section.

⁴ Mil, sorgho, riz et maïs.

Tableau 1 : Production céréalière

| Année | Production (*en milliers de tonnes) | Productions par habitant Kg |
|-----------------------------|--|--------------------------------|
| 1999 | 2 839 | 282 |
| 2000 | 2 125 | 206 |
| 2001 | 3 110 | 293 |
| 2002 | 3 338 | 306 |
| 2003 | 3 575 | 319 |
| Moyenne sur cinq ans | 2 997 | 281 |
| 2004 | 2 719 | 236 |
| Variation (en kg) | -278 | -45 |
| Variation (en %) | -9 | -16 |

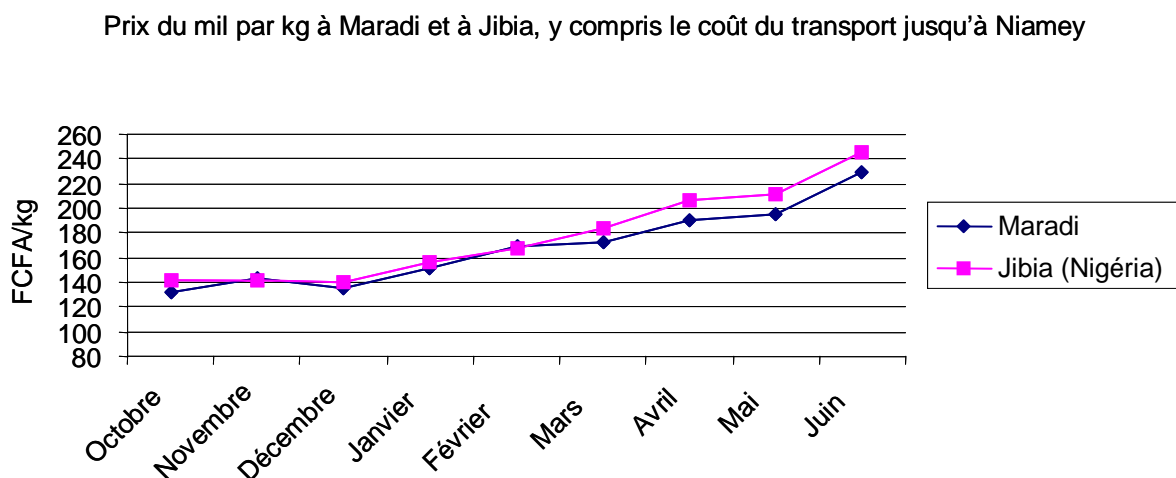
Source : Ministère de l'agriculture.

V. IMPORTATIONS

14. La sécurité alimentaire au Niger dépend très directement des 145 000 tonnes de mil, de sorgho, de maïs et de riz qui sont importées chaque année. Par exemple, les importations officiellement déclarées de mil ne représentaient que 5 pour cent de la production nationale en 2001 mais plus de 50 pour cent du déficit céréalier national. Comme une faible proportion seulement de la production nationale est commercialisée, les importations constituent un élément déterminant des disponibilités et de l'accès à l'alimentation et elles jouent généralement un rôle de soupape en augmentant considérablement l'année suivant une mauvaise récolte. Toutefois, les données relatives aux importations sont peu fiables et d'importantes importations informelles ne sont pas comptabilisées par les autorités. Les données officielles permettent néanmoins de se faire une idée de l'évolution des importations⁵. Si l'on compare les données mensuelles pour les cinq premiers mois de 2005 et la période correspondante de 2004, l'on constate que les importations de céréales sont en fait tombées de 39 000 tonnes en 2004 à 14 000 tonnes en 2005; les importations de mil seulement sont tombées pendant la même période de 5 000 tonnes à 3 200 tonnes. Les importations n'ont pas suffisamment augmenté pour compenser le recul de 800 000 tonnes de la production enregistré entre 2004 et 2005.
15. Le Nigéria est le premier partenaire commercial du pays: en 2001, de 75 à 80 pour cent des importations de mil et de sorgho et 20 pour cent des importations de maïs sont venues du Nigéria; le Bénin représentait 20 pour cent des importations de maïs, le Burkina Faso 14 pour cent des importations de mil et de sorgho et 58 pour cent des importations de maïs et le Mali 7 pour cent des importations de mil et de sorgho. Ces dernières années, le Burkina Faso et le Mali sont devenus des fournisseurs plus importants et le Nigéria paraît avoir perdu de sa compétitivité.
16. La configuration des échanges entre le Nigéria et le Niger dépend de facteurs structurels comme la longueur de la frontière, l'existence d'une culture commune de part et d'autre de la frontière, la puissance économique du Nigéria et un réseau solidement établi de négociants nigériens au Niger, ainsi que de facteurs cycliques comme les politiques et procédures commerciales des deux pays, les taux de change, le niveau des précipitations et, partant, l'évolution relative des prix. Tous ces éléments concourent pour déterminer si les importations nettes en provenance du Nigéria atténuent ou au contraire intensifient les tensions sur les marchés au Niger.
17. Il ressort d'une analyse comparative des prix du mil à Maradi et à Jibia, au Nigéria, que les différences de prix sont généralement très réduites; les prix du mil à Maradi sont plus compétitifs entre octobre et décembre mais ils le sont plus à Jibia à partir de janvier. La figure 2 montre que, depuis octobre 2004, le mil nigérien, livré à Niamey, n'a pas été compétitif en comparaison du mil de Maradi. Les prix du mil au Nigéria ont apparemment été très élevés dernièrement, ce qui a limité le rôle de soupape joué cette année, difficile au Niger, par les importations en provenance du Nigéria.

⁵ Statistiques de la Direction protection des végétaux du Ministère de l'agriculture.

Figure 2: Prix du mil au Niger et au Nigéria



Source: SIMA, juillet 2005.

18. Le taux de change entre le FCFA et la Naira sur le marché parallèle est un facteur qui influe considérablement sur l'évolution des différences de prix. Le taux de change nominal (FCFA/Naira) s'est apprécié de 39 pour cent entre 2000 et juin 2005, de sorte qu'il est devenu plus rentable d'exporter vers le Niger. Sur la base du taux de change réel, cependant, la compétitivité des exportations du Nigéria vers le Niger a reculé de 24 pour cent. Cela paraît corroborer l'opinion générale, à savoir que les exportations nigérianes de mil sont devenues moins compétitives.
19. La discussion concernant la "taxe sur les céréales" a suscité des malentendus. L'on a fréquemment entendu dire qu'une taxe sur la valeur ajoutée (TVA) et des taxes à l'importation seraient imposées sur toutes les importations de céréales à partir du 1er janvier 2005, mais tel n'a apparemment pas été le cas. Depuis 2000, toutes les importations officielles de mil, de maïs et de sorgho ont été soumises à un droit de 5 pour cent et à divers prélèvements plus réduits ainsi qu'aux taxes imposées par l'Union économique et monétaire de l'ouest de l'Afrique et par la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), mais pas à la TVA. En raison de la crise alimentaire, cependant, le gouvernement a décidé le 11 mars 2005 d'exempter temporairement toutes les importations de céréales, à l'exclusion du riz, de tous prélèvements, droits ou taxes. Il est donc peu probable que la fiscalité ait contribué directement à la flambée des prix en 2005, mais les malentendus et le malaise sociopolitique suscités par la hausse des prix risquent d'avoir accru les tensions sur les marchés et ainsi encouragé l'augmentation des prix.
20. Bien que l'on manque d'informations sur les importations et les exportations de céréales, la hausse des prix au Nigéria et les quantités limitées de céréales qui peuvent être importées en provenance du Burkina Faso en raison de l'interdiction de facto n'en demeurent pas moins une réalité qui a réduit les importations pendant l'année en cours. Les seules informations officielles disponibles montrent qu'au cours des cinq premiers mois de l'année, les importations ont été inférieures d'approximativement 60 pour cent à ce qu'elles avaient été pendant la même période de 2004. Les importations ne paraissent pas avoir compensé le déficit de la production en 2005.

VI. DEMANDE

21. La demande est alimentée par la consommation des populations urbaines ainsi que des petits exploitants qui ne produisent pas assez pour subvenir à leurs besoins, élément d'importance majeure pendant l'année en cours. Rien ne permet de penser qu'il y ait eu des exportations substantielles de mil, bien qu'il ait été signalé des réexportations de riz et de maïs, et du riz donné par le Japon. La demande urbaine est généralement stable mais, en milieu rural, la demande fluctue selon les déficits de production et le pouvoir d'achat disponible. Après la mauvaise récolte de 2004–2005, les populations rurales qui avaient du bien l'ont vendu pour acheter du mil, ce qui a

accru la demande et fait monter les prix. Comme on l'a déjà dit, il ne semble pas que les gros négociants aient constitué d'importants stocks de mil pour spéculer sur une hausse des prix pendant la saison maigre.

22. Depuis la récolte de 2004, le gouvernement et ses partenaires ont essayé d'acheter du mil et du sorgho sur les marchés locaux, et l'on ne dispose d'aucune information sur les achats effectués par des institutions autres que le gouvernement et le PAM. Le PAM n'a acheté du mil et du sorgho qu'une seule fois au Niger, immédiatement après la récolte de 2004; les quantités étant très réduites – moins de 0,2 pour cent de la production nationale et environ 1 pour cent des quantités totales de mil vendu, à supposer que 20 pour cent de la production nationale soit écoulée sur les marchés– il ne peut pas être blâmé pour la hausse des prix intervenue depuis octobre 2004. Le gouvernement a essayé depuis janvier 2005 d'en acheter à peu près dix fois plus mais n'a réussi à acheter que le triple des quantités acquises par le PAM. Ces efforts ont peut-être eu un impact sur les prix mais ne sont qu'un élément mineur dans la hausse des prix du mil et du sorgho. L'une des premières conclusions que l'on peut tirer est que l'augmentation de la demande des populations rurales, et notamment des petits exploitants, a contribué à accroître les tensions sur le marché du mil, surtout immédiatement après la récolte, au moment de la reconstitution des stocks.

VII. MYTHES

23. **La récolte de 2004 n'a pas été mauvaise.** La production céréalière n'a diminué que de 9 pour cent environ en comparaison de la moyenne sur cinq ans mais la baisse de production a été de l'ordre de 25 pour cent à 90 pour cent dans 12 districts représentant 3,8 millions de personnes. Pour les petits agriculteurs de subsistance, qui doivent généralement acheter une petite partie des céréales dont ils ont besoin sur le marché, une perte de 25 pour cent est importante, dans la mesure où ils doivent acheter sur les marchés locaux à des prix plus élevés au moment même où leur pouvoir d'achat se trouve réduit. Étant donné la rapidité de l'accroissement démographique, la productions par habitant donnent une meilleure idée de la situation que la production totale: en 2004, les productions de céréales par habitant ont été inférieures de 16 pour cent à la moyenne sur cinq ans.
24. **Les prix élevés des céréales résultent de la spéculation de quelques gros négociants.** On entend dire qu'après l'invasion de criquets pèlerins, en 2004, les négociants ont acheté de grandes quantités de mil pour les stocker jusqu'à ce que les prix augmentent pendant la saison maigre. Rien ne le confirme. Au contraire, des enquêtes réalisées auprès d'une centaine de négociants en juin et juillet 2005 a montré que les stocks sont bien inférieurs à leur niveau de 2004. Les gros négociants n'ont généralement pas pour stratégie d'acheter après la récolte pour stocker les céréales jusqu'à la saison maigre. L'on pourrait s'attendre en pareil cas à des ventes substantielles de mil à partir de la saison maigre – les prix commencent normalement à baisser en août – mais tel n'est pas le cas. Même des acheteurs institutionnels comme le gouvernement ont récemment eu peine à se procurer du mil et du sorgho. La hausse des prix est imputable principalement à la réduction de la production nationale et, surtout, à la réduction des importations, qui n'ont représenté que 21 pour cent de la moyenne sur sept ans au cours des quelques premiers mois de 2005.
25. **Les prix ont augmenté de 75 pour cent à 80 pour cent par rapport à la moyenne sur cinq ans.** Il ressort d'une analyse détaillée des données rassemblées par le SIMA qu'entre octobre 2004 et juin 2005, les prix mensuels ont augmenté de 37 pour cent pour le mil, de 25 pour cent pour le sorgho, de 23 pour cent pour le maïs en comparaison des moyennes mensuelles des cinq dernières campagnes pour le mil et des quatre dernières campagnes pour le maïs et le sorgho. La hausse des prix sur les marchés ruraux a pu être plus marquée que ces chiffres moyens, mais elle n'a pas atteint de 75 à 80 pour cent. Ce dernier chiffre provient probablement d'une comparaison du prix effectif et de la moyenne annuelle, ce qui surestime le problème actuel car les prix sont toujours plus élevés pendant la saison maigre. Les prix d'aujourd'hui doivent être comparés à la situation moyenne pendant la même période et non à la moyenne annuelle.
26. **La nouvelle TVA et les nouvelles taxes à l'importation ont accru les prix du mil et du sorgho.** Depuis 2000, toutes les importations officielles de mil, de maïs et de sorgho ont été soumises à un droit de 5 pour cent et à divers autres prélèvements et taxes plus modestes imposés par l'UEMOA

et la CEDEAO, mais pas à la TVA. L'on ne peut pas dire qu'il a été introduit de nouvelles taxes sur le mil ou le sorgho. Toutefois, le collectif budgétaire adopté en janvier 2005 a prévu des taxes sur les importations de lait et de blé et a modifié le taux des droits imposés sur l'eau et l'électricité, ce qui a affecté les petits usagers. En raison de la crise alimentaire, le gouvernement a décidé le 11 mars 2005 d'exempter temporairement toutes les importations de céréales, sauf le riz, de taxes de prélèvements ou de droits de tous types. Il est donc peu probable que les modifications apportées à la fiscalité aient contribué directement à la flambée des prix en 2005, mais les malentendus et le malaise sociopolitique provoqués par la hausse des prix ont peut-être contribué à des marchés plus tendus et par conséquent à la hausse des prix.

27. **Les achats locaux effectués par le PAM au Niger et au Nigéria ont eu pour effet d'accroître les prix, ce qui a aggravé la crise alimentaire.** Depuis la récolte de 2004, il n'a été acheté que 522 tonnes de sorgho au Nigéria, en avril 2005, et 3 700 tonnes de mil au Niger, en octobre 2004⁶. Comme les prix au Niger ont augmenté principalement entre janvier et juin et comme les quantités de mil achetées sont limitées en comparaison des quantités vendues immédiatement après la récolte⁷, les achats effectués par le PAM ne peuvent pas être considérés comme responsables des hausses des prix. S'agissant du riz importé, un contrat portant sur 2 000 tonnes de riz a été signé fin juillet pour lancer immédiatement les distributions générales de produits alimentaires, mais il n'a encore été reçu aucune livraison.

VIII. CONCLUSIONS ET PROCHAINES ÉTAPES

28. Les prix des céréales sont plus élevés que la moyenne des cinq dernières années et plus élevés qu'ils ne l'étaient lors de la dernière mauvaise récolte, en 2000–2001, en raison des tensions accrues sur les marchés résultant d'une réduction des approvisionnements internes, de la diminution des importations et de l'augmentation de la demande locale. Normalement, les importations compensent le déficit de production mais la hausse des prix sur les marchés nigériens et le ralentissement des importations en provenance du Burkina Faso ont empêché une augmentation des approvisionnements externes suffisante pour compenser les déficits internes. Les importations officielles ont baissé de 60 pour cent au cours des cinq premiers mois de 2005 par rapport à la période correspondante de 2004. L'on ne dispose d'aucune information qui expliquerait la hausse des prix au Nigéria et cette question doit être étudiée de manière plus approfondie.
29. Le prix du mil, qui constituait la base du régime alimentaire du pays, dépasse de 27 pour cent, depuis la dernière récolte, la moyenne sur cinq ans; en juin, il était supérieur de 45 pour cent à la moyenne des cinq dernières années. Sur les marchés ruraux, les prix du mil approchent de 300 FCFA le kilogramme. Les ménages ruraux qui doivent acheter les produits alimentaires dont ils ont besoin ont récemment commencé à acheter plutôt du maïs, à 280 FCFA le kilogramme. Seuls les ménages possédant des animaux ou d'autres avoirs peuvent les vendre pour acheter des produits alimentaires sur le marché; les autres doivent se nourrir de fruits sauvages ou sont tributaires de l'aide alimentaire.
30. Les prix des céréales se stabilisent habituellement en août et commencent à baisser en septembre. Les prix locaux devront être suivis de près au cours des semaines à venir pour déterminer si tel est effectivement le cas ou si les achats institutionnels de produits alimentaires influenceront sur les prix et empêcheront ainsi les groupes vulnérables de se procurer les aliments dont ils ont besoin. Il faudra surveiller de près aussi les effets des distributions gratuites de produits alimentaires. Il a été mis en place un système temporaire qui permet au PAM, en collaboration avec le SIMA, de faire un bilan hebdomadaire de la situation sur les marchés.

⁶ Il a également été reçu 5 000 tonnes de sorgho prélevées sur les réserves nationales de céréales du Nigéria, mais ces quantités n'ont **pas** été achetées sur le marché. De mêmes réserves, une autre quantité de 5 000 tonnes de sorgho a été livré au Tchad.

⁷ Moins de 0,2 pour cent de la production nationale de mil et environ 1 pour cent des excédents nationaux commercialisables, à supposer que 20 pour cent de la production soient écoulés sur les marchés.

31. Le manque d'informations fiables sur les importations et les exportations de céréales constitue un problème sérieux dans la mesure où ces données sont indispensables pour évaluer l'insécurité alimentaire au plan national et, par le biais des prix, au niveau des ménages. Il faudrait mettre en place un système transfrontière de suivi.
32. Il sera établi en août un rapport complet sur les études de marché qui ont été réalisées, sur la base du rapport que le SIMA a établi pour le PAM ainsi que d'une analyse des données primaires. Le PAM pourra ainsi mieux comprendre le fonctionnement des marchés au Niger et proposer des outils que le bureau de pays pourra utiliser facilement pour surveiller l'évolution de la conjoncture sur les marchés.